

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1164/Add.1
30 décembre 1974

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Résumé analytique des rapports et autres documents concernant
les droits économiques, sociaux et culturels, pour la période
allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, communiqués
en application de la résolution 1074 C (XXXIX)
du Conseil économique et social

(Etabli par le Secrétaire général conformément à la résolution 16 (XXIII)
de la Commission des droits de l'homme)

TABLE DES MATIERES

Chapitres

Paragraphes

Introduction	1
I. <u>Exposé liminaire concis des dispositions constitutionnelles et législatives, des politiques générales et des mesures particulières de développement économique et social ayant contribué sensiblement, au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels</u>	2
II. <u>Influence des instruments des Nations Unies contenant des principes et des normes relatifs à la reconnaissance, à la jouissance et à la protection des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, mesures prises pour appliquer lesdits instruments au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1972</u>	3
III. <u>Faits nouveaux importants survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, et indication, le cas échéant, des dispositions consti- tutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués ainsi que des décisions judiciaires rendues pendant cette période</u>	4-41

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>
A. <u>Droit au travail</u>	
1) Droit au libre choix de l'emploi	4
2) Droit à des conditions de travail justes et favorables	5
3) Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi	6
4) Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente	7-8
5) Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail de valeur égale sans discrimination aucune	9
6) Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques	10
7) Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix	11
8) Droit de grève	12
B. <u>Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté</u>	13-15
C. <u>Droit à un niveau de vie suffisant</u>	
1) Droit à une nourriture suffisante	16
2) Droit à un vêtement et à un logement suffisants	17
3) Droit aux services sociaux nécessaires	18
4) Droit à une amélioration constante des conditions d'existence	19
5) Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement	20-21
D. <u>Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible</u>	
Mesures prises pour assurer :	22
1) La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant	23

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>		<u>Paragraphes</u>
	2) L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle	24
	3) La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres ainsi que la lutte contre ces maladies	25
	4) La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie	26 - 27
E.	<u>Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance</u>	
	1) Droit de la famille à une protection et à une assistance	28 - 29
	2) Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale, y compris à des services de garde des enfants propres à permettre aux femmes de poursuivre leur carrière	30 - 31
	3) Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale	32
	4) Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances	33
F.	<u>Droit à l'éducation</u>	
	1) Droit à l'enseignement primaire gratuit	34
	2) Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite	35
	3) Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants	36
G.	<u>Droit de participer librement à la vie culturelle</u>	
	1) Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications	37
	2) Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique	38

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>
IV. <u>Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes, sans distinction aucune notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation</u>	39
V. <u>Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus, et méthodes et mesures adoptées pour surmonter ces difficultés</u>	40 - 41

INTRODUCTION

1. Le présent document est un additif au résumé analytique principal - document E/CN.4/1164 - et concerne les rapports périodiques sur les droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 communiqués par les Gouvernements danois, finlandais, ghanéen, guatémaltèque, italien, néo-zélandais, norvégien, péruvien, thaïlandais et par le Gouvernement des Antilles néerlandaises. Ces rapports, qui sont parvenus après le 30 août 1974 ^{1/} et font l'objet des documents E/CN.4/1155/Add.16-25, portent à 45 le nombre total de rapports reçus des gouvernements.

I. Exposé liminaire concis des dispositions constitutionnelles et législatives, des politiques générales et des mesures particulières de développement économique et social ayant contribué sensiblement, au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels

2. Le Danemark indique que les droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été respectés au cours de la période considérée, en application de la législation préexistante. La Thaïlande fait état d'une série de plans de développement économique et social, qui ont joué un rôle important dans l'application des droits économiques et sociaux dans ce pays (E/CN.4/1155/Add.21 et 23).

II. Influence des instruments des Nations Unies contenant des principes et des normes relatifs à la reconnaissance, à la jouissance et à la protection des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, mesures prises pour appliquer lesdits instruments au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1972

3. La Norvège signale la loi du 5 juin 1970 portant modification du Code civil et pénal général de 1902. L'amendement en question consiste à étendre la protection contre la discrimination raciale, et a été adopté comme suite à la ratification par la Norvège de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Norvège a ratifié cette convention le 6 août 1970 et l'amendement au Code pénal interdit la discrimination dans l'exercice des activités économiques (hôtels, restaurants, notamment). Le Danemark a ratifié en 1972 les Pactes des Nations Unies relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques, y compris le Protocole facultatif. Pour pouvoir ratifier la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Danemark a adopté la loi No 288 du 9 juin 1971 portant modification du Code civil et criminel ainsi que la loi No 289 du 9 juin 1971 interdisant la discrimination fondée sur la race, etc. La loi a été mise en vigueur au Groenland en vertu du décret No 26 du 3 février 1972 et dans les îles Féroé en vertu du décret No 380 du 12 août 1972. Le Danemark a ratifié la Convention le 6 décembre 1971. La Thaïlande signale que, conformément aux instruments internationaux, elle protège constamment les droits familiaux, le droit à l'éducation, le droit à l'amélioration du niveau de vie et la condition des travailleurs. En ce qui

^{1/} Voir paragraphe 19 du document E/CN.4/1164.

concerne la Nouvelle-Zélande, il est signalé qu'une loi sur les relations inter-raciales a été adoptée en 1972 pour faire en sorte que la législation soit pleinement conforme à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En outre, les conventions de l'OIT, notamment celles qui concernent l'emploi des femmes, font l'objet d'un examen, afin que la législation néo-zélandaise puisse être accordée avec la pratique des Nations Unies (E/CN.4/1155/Add.20, 21, 23 et 25).

III. Faits nouveaux importants survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, et indication, le cas échéant, des dispositions constitutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués ainsi que des décisions judiciaires rendues pendant cette période

A. Droit au travail

1) Droit au libre choix de l'emploi

4. La Finlande et la Nouvelle-Zélande signalent l'une et l'autre qu'elles respectent le droit au libre choix de l'emploi. En Nouvelle-Zélande, la loi de 1972 sur les relations interraciales affirme et favorise l'égalité des races. Cette loi rend illégale la simple publication d'une annonce qui peut raisonnablement être interprétée comme impliquant une intention de discrimination (E/CN.4/1155/Add.19 et 25).

2) Droit à des conditions de travail justes et favorables

5. En ce qui concerne ce droit de la personne humaine, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Norvège signalent l'adoption de diverses mesures législatives. En Finlande, la loi sur les contrats d'emploi prescrit qu'en matière de salaire les employeurs doivent se conformer aussi strictement que possible à la Convention collective nationale. La Finlande signale aussi la réorganisation des procédures de supervision relatives aux règlements sur la protection de la main-d'oeuvre. Cette réorganisation s'est faite en vertu d'une loi du 16 février 1973 et l'administration de la protection des travailleurs a été réorganisée en Finlande par des lois de 1972 et de 1973. La Nouvelle-Zélande signale la promulgation de la loi de 1971 dite Air Crew Industrial Tribunal Act et de la loi de 1969 dite State Service Remuneration and Conditions of Employment Act. Ces lois concernent l'une et l'autre le droit à des conditions de travail justes et favorables. La Norvège signale un additif à la loi sur la protection des travailleurs. Cet additif, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1973, améliore le système des retraites. En Norvège, les services locaux de l'inspection du travail ont été réorganisés par une loi du 16 juin 1972. Le Pérou signale la promulgation du décret-loi No 20589 instituant le régime de la propriété sociale. Le Pérou précise que cette notion de propriété sociale implique une transformation révolutionnaire des structures économiques et sociales. Dans sa réponse il décrit l'organisation des entreprises sous le régime de la propriété sociale. Ces entreprises sont organisées de manière à permettre la pleine participation des travailleurs aux décisions. En Thaïlande, le Conseil exécutif national a publié la Notification No 103, datée du 16 mars 1972, portant unification de la législation du travail et prescrivant les procédures à appliquer pour le règlement des conflits du travail, la protection de la main-d'oeuvre et l'amélioration des traitements et salaires. L'Italie signale la Décision No 26 (1969) de la Cour constitutionnelle, qui confirme l'inconstitutionnalité de certains articles du Code civil touchant les questions du travail. La Cour a reconnu qu'en matière de relations professionnelles, la limitation du droit au salaire dissimule souvent la renonciation du travailleur à certains droits par crainte du licenciement. Une Décision antérieure de la Cour constitutionnelle (Décision No 75, de 1968) prévoyait, dans certaines conditions, le droit du travailleur à une indemnité de licenciement (E/CN.4/1155/Add.19, 25, 20, 16, 23 et 24).

3) Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

6. Au cours de la période considérée, l'application du droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi a fait l'objet de nouvelles dispositions au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Nouvelle-Zélande. La loi danoise du 24 mars 1970 sur le placement et l'assurance contre le chômage prévoit que le Service du placement occupera une position clé dans une politique active du marché du travail. Depuis le 1er avril 1970, une Commission nationale du travail chargée d'assister le Directeur du travail a également été créée au Danemark. En Finlande, la Constitution prévoit que les travailleurs seront placés sous la protection spéciale de l'Etat. En outre, une loi du 28 juillet 1972 dispose qu'il incombe à l'Etat d'offrir, si besoin est, à tout citoyen finlandais la possibilité de travailler. En Norvège, l'assurance contre le chômage a été intégrée dans le système national d'assurance le 1er janvier 1971. Un décret royal du 25 août 1972 a institué aussi de nouvelles règles visant à promouvoir en Norvège la mobilité des travailleurs. Il convient de mentionner en outre la loi du 20 mars 1970 qui fixe la tâche du Comité des emplacements industriels. Le 15 juin 1971, un système visant à éliminer certaines formes de concurrence déloyale qui influent sur l'emploi a été mis en vigueur en Norvège. En ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, il faut signaler particulièrement à cet égard la loi de 1973 sur les relations professionnelles qui offre des garanties contre la perte du revenu sous la forme de prestations de chômage (E/CN.4/1155/Add.21, 19, 20 et 25).

4) Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente

7. En Nouvelle-Zélande, la plupart des traitements et salaires sont déterminés selon un système de conciliation et d'arbitrage que complètent des ordonnances générales sur les salaires. Il faut aussi mentionner la loi de 1973 sur les relations professionnelles, ainsi que la loi générale de 1969 sur les salaires. Cette dernière loi constitue une tentative de perfectionnement du système général d'aménagement des salaires. En Norvège, un Ordre-en-Conseil du 3 mars 1972 prévoyait une étude sur les conditions de vie en Norvège et l'analyse des causes de différences. En Norvège, les groupes à faible revenu font l'objet d'une attention particulière et au cours des négociations sur les salaires il leur est octroyé des compléments de salaire spéciaux. Au Danemark, on signale une augmentation générale des traitements et salaires pour la période considérée. Le Danemark précise en outre que les traitements et salaires sont fixés au cours de négociations privées tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Le Ghana fait état d'un relèvement du salaire minimum en 1972 (E/CN.4/1155/Add.25, 20, 21 et 17).

8. Pour le Guatemala, il faut mentionner le décret No 11-73 du Congrès relatif à la loi sur les salaires (E/CN.4/1155/Add.22).

5) Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail de valeur égale sans discrimination aucune

9. La Nouvelle-Zélande et le Danemark signalent la pleine application de ce droit de la personne humaine au cours de la période considérée. En Nouvelle-Zélande, on a promulgué en 1972 une loi sur l'égalité de rémunération qui supprime la discrimination fondée sur le sexe. La loi prévoit que les dispositions sur l'égalité de rémunération seront appliquées progressivement, en cinq étapes annuelles qui s'achèveront en 1977. Il faut citer également la loi de 1960 sur l'égalité de rémunération dans les services de l'Etat (Government Services Equal Pay Act) applicable aux travailleurs non visés par les dispositions de la loi de 1972. Le Danemark signale que le principe de

l'égalité de rémunération des hommes et des femmes, appliqué dans le secteur public depuis 1958, s'applique aussi au secteur privé depuis avril 1973. A compter du 10 avril 1973 également, le barème du salaire minimum est le même pour les hommes et les femmes. Dans ce domaine, toutes les restrictions fondées sur le sexe ont été abolies au Danemark (E/CN.4/1155/Add.25 et 21).

6) Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques

10. Au Danemark, en application d'une loi du 9 juin 1971, les congés annuels ont été allongés et les salaires versés pendant les congés ont été augmentés. En Norvège, par une loi du 5 mai 1972, on a institué la semaine de 40 heures pour des ouvriers travaillant par équipes. La Finlande signale que le nombre des heures de travail et les loisirs sont réglementés par l'Etat. En Nouvelle-Zélande, les dispositions pertinentes figurent dans la loi de 1973 sur les relations professionnelles (E/CN.4/1155/Add.21, 20, 19 et 25).

7) Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix

11. L'Italie signale l'adoption, au cours de la période considérée, de la loi No 300, du 20 mai 1970, sur le statut des travailleurs; cette loi contient des normes visant à mieux sauvegarder la liberté et la dignité des travailleurs et en particulier leurs droits syndicaux. La Finlande indique que sa législation sur les contrats d'emploi prévoit la libre association des employeurs ou des travailleurs. La Nouvelle-Zélande a fait savoir que, dans la loi de 1973, sur les relations professionnelles, le droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix était prévu (E/CN.4/1155/Add.24, 19 et 25).

8) Droit de grève

12. En Finlande, des dispositions relatives au droit de grève figurent dans la loi sur les conventions collectives ainsi que dans la loi sur les contrats d'emploi. En Italie, la loi No 300, du 20 mai 1970, sur le statut des travailleurs interdit notamment ce qu'on appelle la "bonification anti-grève", qui servait en Italie à encourager la non participation aux activités syndicales. En Nouvelle-Zélande, la loi de 1973 sur les relations professionnelles dispose que le personnel de certaines industries essentielles ne peut faire grève que dans certaines conditions : par exemple, le préavis de grève est indispensable. Cependant, la législation néo-zélandaise n'interdit nullement au travailleur d'exercer par d'autres voies le droit qu'il a de suspendre son travail, et, dans la majorité des cas, il n'est pas fait obstacle aux arrêts de travail (E/CN.4/1155/Add.19, 24 et 25).

B. Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

13. L'Italie signale que la période considérée a été pour elle une période d'intense activité législative dans le domaine de la sécurité sociale. C'est là en grande partie la conséquence de la loi No 153 du 30 avril 1969 qui a conféré au gouvernement le pouvoir d'étendre à de nouvelles catégories de travailleurs le droit aux prestations de sécurité sociale. Les plus importants des règlements issus de cette loi

sont les suivants : le décret présidentiel No 1432 du 31 décembre 1971 sur la prorogation facultative de l'assurance obligatoire concernant l'invalidité, la vieillesse, la tuberculose et les survivants; le décret présidentiel No 403 du 31 décembre 1971 relatif à l'assurance sociale obligatoire des gens de maison et des travailleurs chargés des services de nettoyage et d'entretien de locaux; le décret présidentiel No 325 du 12 mai 1972 sur les prestations minimales pour les travailleurs indépendants; la loi No 464 de 1972 sur la sécurité sociale et autres prestations analogues pour les travailleurs de l'agriculture; enfin, la loi No 485 du 11 août 1972 sur l'amélioration de certaines prestations de retraite et d'assistance. Il faut citer aussi plusieurs décisions de la Cour constitutionnelle relatives aux conditions de licenciement, aux indemnités de licenciement et aux apprentis.

14. Au Danemark, la loi du 1er avril 1973 sur l'assurance-maladie est entrée en vigueur en même temps que les dispositions de la loi danoise du 7 juin 1972 sur les prestations journalières en espèces. Cette dernière loi normalise les règles applicables aux prestations lorsque la perte du revenu est due à la maladie, à un accident ou à la maternité. En vertu des dispositions de la loi sur l'assurance-maladie, la femme au foyer peut aussi, dans certaines conditions, bénéficier de ces prestations. Le Danemark signale en outre que conformément aux règlements de la Communauté européenne, le critère de nationalité qui conditionnait antérieurement l'ouverture du droit à pension, a été supprimé. En vertu d'une loi du 24 mars 1970, les travailleurs à temps partiel au Danemark peuvent bénéficier des avantages de l'assurance-chômage. Il y a lieu de citer aussi une loi danoise du 7 juin 1972 qui élargit la catégorie des personnes auxquelles l'assistance-logement peut être accordée. La Norvège signale que l'assurance-chômage a été intégrée dans le régime national d'assurance par une loi du 19 juin 1970. La loi néo-zélandaise de 1972 sur les indemnités en cas d'accidents assure la sécurité du revenu à un plus grand nombre de personnes privées de leur revenu par suite d'accident. La Nouvelle-Zélande fait état d'un système déjà ancien de protection dont bénéficient les veuves, les orphelins, les invalides et les personnes âgées. En 1971, la loi sur le Département de la protection sociale a été adoptée : elle crée un département ministériel chargé de tous les aspects de la protection sociale en Nouvelle-Zélande.

15. Le Ghana signale que le décret de 1972 sur la sécurité sociale exige que tous les employeurs versent à un fonds de sécurité sociale des cotisations égales à 12,5 % du salaire mensuel de leurs employés. En Thaïlande, le Règlement ministériel No 9 impose aux employeurs des industries extractives, l'obligation de prendre des mesures de protection pour assurer la sécurité de leurs employés. La Thaïlande mentionne aussi une Proclamation royale de 1970 annonçant l'entrée en vigueur de la Convention No 105 relative à l'abolition du travail forcé. Au cours de la période considérée, des dispositions complémentaires ont été prises en Thaïlande à l'intention des personnes victimes de blessures dans l'accomplissement de leurs devoirs nationaux ou au service de l'Etat. Enfin, par une Notification No 294 du Conseil exécutif national, en date du 27 novembre 1972, des améliorations ont été apportées à la protection sociale des enfants (E/CN.4/1155/Add.24, 21, 20, 25, 17 et 23).

C. Droit à un niveau de vie suffisant1) Droit à une nourriture suffisante

16. En ce qui concerne le droit à une nourriture suffisante, le Ghana signale qu'il a pris un certain nombre de mesures au cours de la période considérée. En mars 1970, on a créé une équipe de travail en vue d'améliorer la circulation de certains produits alimentaires et en 1972 le Gouvernement ghanéen a lancé un programme intitulé "Opération Nourrissez-vous". Aux Antilles néerlandaises, il semble que le niveau nutritionnel soit élevé, d'après les résultats des diverses recherches scientifiques (E/CN.4/1155/Add.17 et 18).

2) Droit à un vêtement et à un logement suffisants

17. Le Danemark signale que par la loi No 321 du 13 juin 1973, l'ancienne loi sur l'inspection des logements a été modifiée. Il signale aussi la mise à jour de la loi sur l'élimination des taudis. Ces deux lois permettent l'amélioration ou l'élimination des logements vétustes. La Nouvelle-Zélande signale que le principe du droit à une nourriture suffisante est lié à la législation sur la protection sociale. Toutefois, la loi de 1969 sur l'information des consommateurs prévoit l'information des consommateurs sur les produits de consommation, y compris les produits alimentaires. La politique du logement du Gouvernement néo-zélandais prévoit l'octroi de prêts à divers secteurs de la population. En 1973, une loi sur l'imposition des spéculations immobilières a été adoptée et la loi de 1928 sur les travaux publics autorise le gouvernement à pratiquer l'expropriation foncière à des fins d'utilité publique. Le Gouvernement néo-zélandais signale l'octroi d'une aide au logement à divers groupes économiquement défavorisés. En Thaïlande, la Notification No 316 du Conseil exécutif national, en date du 13 décembre 1972, vise à amalgamer plusieurs organismes gouvernementaux afin d'en augmenter l'efficacité et de faciliter ainsi l'octroi de logement aux personnes à revenus moyens ou faibles. On se propose de créer au Pérou un fonds spécial qui contribuerait au financement et à la construction de logements pour les travailleurs. Les règlements péruviens prévoient aussi que la priorité sera donnée au financement des logements des travailleurs ayant de bons états de service (E/CN.4/1155/Add.21, 25, 23 et 16).

3) Droit aux services sociaux nécessaires

18. En Nouvelle-Zélande, des soins et une assistance ont été offerts à de nombreux groupes sociaux, notamment aux personnes socialement défavorisées et aux invalides (E/CN.4/1155/Add.25).

4) Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

19. En Norvège, une loi du 12 mai 1972 régit la participation des salariés au processus de prise de décision des sociétés par actions d'une certaine importance. La Nouvelle-Zélande signale à cet égard que sa législation en la matière comprend la loi sur la réglementation industrielle, la loi générale sur les salaires, les dispositions générales régissant la sécurité sociale, la législation sur les services aux consommateurs et la loi de 1972 sur les indemnités en cas d'accident. Au Pérou, le décret-loi 20653 a été adopté en vue d'une réforme agraire dans la jungle péruvienne et dans les zones avoisinantes. Ce décret contient des règles visant à faire en sorte que les communautés autochtones de ces zones jouent un rôle intégré et important dans l'évolution de la société péruvienne (E/CN.4/1155/Add.20, 25 et 16).

5) Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

20. Au Danemark, la loi No 372 du 13 juin 1973 sur la protection de l'environnement prévoit la lutte contre la pollution et l'attribution d'un rang de priorité élevé à l'amélioration et à la conservation de l'environnement. En Norvège, un Ministère de l'environnement a été créé en mai 1972. Des modifications ont été apportées à la loi sur la planification et la construction. Plusieurs lois nouvelles tendant à améliorer et à protéger encore l'environnement sont en cours de rédaction. Elles comprennent notamment une loi sur la planification, une loi sur la lutte contre le bruit et la pollution et une loi sur le contrôle des produits. En Nouvelle-Zélande, en raison de l'intérêt mondial que suscite l'environnement, la loi de 1972 sur la pureté de l'air pourvoit à la nécessité d'une vigilance accrue en matière de protection de l'air et de l'eau. Par ailleurs, les cinq conventions internationales suivantes sont entrées en vigueur : la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, amendée en 1962; la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (1969); la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1969); la Convention internationale sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1971); et la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et d'autres matières (1972). La Nouvelle-Zélande signale aussi la création d'un Conseil de l'environnement chargé de ces problèmes.

21. En Thaïlande a été publiée la "Notification No 16 du Conseil exécutif national" qui vise à protéger et à améliorer l'environnement. Cette notification prévoit des peines à l'encontre de ceux qui se rendent coupables de pollution. Enfin les Antilles néerlandaises signalent que, sur leur territoire, l'industrie pétrolière a fait des efforts résolus et efficaces pour réduire la pollution de l'atmosphère. Un Conseil de l'hygiène de l'environnement a été créé récemment à Curaçao et un Congrès scientifique sur la pollution de l'environnement s'y est tenu en 1973 (E/CN.4/1155/Add.21, 20, 25, 23, et 18).

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

22. Mesures prises pour assurer :

1) La diminution de la mortinatalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant

23. Le Danemark signale l'adoption, le 4 décembre 1971, du décret No 474 relatif à l'examen médical des personnes de moins de 18 ans. Le décret No 54 de 1972 interdit l'exercice par les jeunes d'une activité qui les expose aux rayonnements ionisants. D'après les rapports, les taux de mortinatalité et de mortalité infantile aux Antilles néerlandaises sont parmi les plus faibles de la zone des Caraïbes et de l'Amérique du Sud : ils sont plus ou moins comparables à ceux de l'Europe occidentale. La Nouvelle-Zélande signale elle aussi que les taux de mortinatalité dans le pays sont parmi les plus faibles du monde (E/CN.4/1155/Add.21, 18 et 25).

2) L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

24. Le Danemark signale la loi No 153 de 1973. Cette loi dispose que les employeurs doivent prendre à leur charge les frais afférents à la sécurité de leurs employés. Le décret No 335 de 1973 fixe des règles précises de sécurité interne. Le décret No 236 de 1973 concerne les rapports sur les accidents du travail à fournir à la Direction de l'Inspection du travail. Enfin, le décret No 225 du 19 mai 1971 énonce les dispositions relatives à la protection des travailleurs au Groenland. En Norvège, une loi qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1975 vise les produits inflammables, et une loi sur les produits explosifs a été adoptée mais n'entrera en vigueur qu'ultérieurement. Le Ghana indique qu'au cours de la période considérée il a mis en application des programmes de contrôle en vue de lutter contre certaines maladies. La Nouvelle-Zélande de son côté signale que le Département de la santé et le Département du travail appliquent des dispositions sur l'amélioration et la protection de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle (E/CN.4/1155/Add.21, 20, 17 et 25).

3) La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres ainsi que la lutte contre ces maladies

25. Au Danemark, la Direction de l'Inspection du travail a lancé une campagne sur les thèmes ci-après : diminution du bruit, réduction des risques de silicose, analyse des poussières dans l'environnement industriel, etc. Il faut citer aussi les décrets de janvier et de février 1972 qui prévoient, par exemple, la protection contre les rayonnements ionisants. Les Antilles néerlandaises signalent que les épidémies sont rares, bien que le pays soit situé sous des latitudes tropicales. Des campagnes sont menées pour l'éradication de maladies comme la fièvre jaune. On signale aussi des campagnes intensives d'immunisation des écoliers et l'on précise que ces dernières années la Nouvelle-Zélande n'a connu à peu près aucun cas de choléra, de variole ni de typhus. La Thaïlande, qui a supprimé le 1er juillet 1959 l'autorisation de fumer de l'opium, fournit des statistiques sur la campagne qu'elle a menée continuellement dans ce domaine au cours de la période considérée (E/CN.4/1155/Add.21, 18, 25 et 23).

4) La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie

26. En vertu de la législation promulguée en 1971, un nouveau régime d'assurance-maladie est entré en vigueur au Danemark le 1er avril 1973. Conformément à la loi sur l'assurance-maladie, la population est divisée en deux groupes selon le revenu : les personnes du premier groupe ont droit à des soins médicaux gratuits et celles du deuxième groupe reçoivent certaines indemnités pour frais médicaux. Dans sa réponse, la Finlande donne des détails nombreux sur son système de protection sanitaire. Elle indique notamment qu'elle se classe au deuxième rang des pays du monde où le taux de mortalité infantile est le plus faible; la mortalité des adultes, en revanche, et des hommes surtout, est exceptionnellement élevée. La Finlande précise en outre que sa situation sanitaire est différente de celle de nombre d'autres pays industrialisés et économiquement développés.

27. Le Ghana signale que le nombre des centres sanitaires a augmenté et qu'au cours de la période considérée de nouveaux programmes ont été appliqués en vue de généraliser la protection sanitaire. L'Italie signale que la réforme sanitaire en est à un stade avancé. Cette réforme a principalement pour objet de faire en sorte que l'Etat assume

l'entière responsabilité de l'organisation des soins et de la protection sanitaire. L'Italie signale en outre que le milieu du travail sera au centre de l'action préventive visant à neutraliser les effets négatifs que le progrès technique exerce sur la santé. Les Antilles néerlandaises signalent un plan national permettant aux personnes à faible revenu de bénéficier de soins médicaux gratuits (E/CN.4/1155/Add.21, 19, 17, 24 et 18).

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1) Droit de la famille à une protection et à une assistance

28. Au Ghana, l'article 13 de la Constitution de 1969 dispose que les femmes et les enfants ont droit à une assistance et à une protection spéciale. Le Danemark signale que des modifications ont été apportées à la loi sur les allocations pour enfants à charge et autres allocations familiales. Les amendements simplifient le système des allocations pour enfant à charge et le Danemark signale aussi l'inclusion dans la loi sur la protection sociale d'une disposition relative aux besoins des parents célibataires à faible revenu. La Nouvelle-Zélande fait état de toute une série de lois visant le soutien, le renforcement et la protection de la famille. Les plus importantes de ces lois sont la Domestic Proceedings Act de 1968 et la Matrimonial Proceedings Act de 1963.

29. En Finlande, plusieurs lois visant à réformer le système des allocations familiales ont été promulguées. La Finlande fournit aussi des statistiques sur le nombre des centres de consultations psycho-pédagogiques, des colonies de vacances et des garderies, ainsi que des détails d'ordre statistique sur les allocations de protection de l'enfance et les indemnités de logement aux familles (E/CN.4/1155/Add.17, 2, 25 et 19).

2) Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale, y compris à des services de garde des enfants propres à permettre aux femmes de poursuivre leur carrière

30. Au Danemark, en vertu de la législation promulguée le 4 juin 1969, les règles régissant le remboursement du salaire des auxiliaires familiales ont été alignées sur les dispositions de la loi danoise relative à la protection sociale et au soin des handicapés. Le Danemark signale aussi la suppression des allocations de maternité. Au Danemark dorénavant les mères bénéficieront d'une aide conforme aux dispositions de la loi sur la protection sociale. En Finlande, la loi du 19 janvier 1973 sur les garderies fixe des règles régissant le système des garderies dans toute la Finlande. L'Italie communique que deux lois, promulguées au cours de la période considérée, marquent un progrès sensible vers la pleine reconnaissance de la maternité en tant que facteur social. La loi No 1044 de 1971 prévoit la création de crèches municipales bénéficiant d'une aide de l'Etat. La loi No 1024 de 1971 énonce des règles nouvelles régissant la protection de la mère exerçant une activité professionnelle.

31. En outre, en vertu de la loi No 281 de 1970, les régions auxquelles s'applique le statut ordinaire se sont vues conférer des pouvoirs législatifs dans les domaines de la protection sociale, de l'assistance sanitaire et de l'assistance publique. En Nouvelle-Zélande, la loi sur la sécurité sociale prévoit depuis quelques années des soins anti-natals, néo-natals et post-natals très complets. Des centres de consultation gratuits sur les méthodes anticonceptionnelles existent dans de nombreuses régions. Enfin, en 1970, le Gouvernement ghanéen a imposé à tous les employeurs l'obligation d'accorder aux travailleuses un congé de maternité de trois mois à plein traitement (E/CN.4/1155/Add.21, 19, 25 et 17).

3) Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

32. La Nouvelle-Zélande fait état de l'adoption, en 1969, de la loi sur la condition de l'enfant. Il faut mentionner en outre la loi de 1972 sur les "camps de santé", qui offrent aux enfants des groupes économiques défavorisés les moyens de recouvrer rapidement la santé. Au Danemark, depuis le 1er avril 1972, l'Etat assume à nouveau les frais de surveillance médicale des garderies. Une loi du 21 mars 1973 modifie aussi les règles applicables aux parents adoptifs. Au Ghana enfin, le décret de 1967 sur le travail contient des dispositions visant à protéger les jeunes : il interdit notamment l'emploi des jeunes de moins de 15 ans (E/CN.4/115/Add.25, 21 et 17).

4) Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances

33. Au Danemark, la loi No 350 de 1973 dispose que toute femme résidant au Danemark peut mettre fin à la grossesse par l'avortement avant l'expiration de la douzième semaine de grossesse. La loi No 318 de 1973 dispose que toute personne de plus de 25 ans a le droit de se faire stériliser sans autorisation spéciale. En Norvège, une loi du 16 juin 1972 prévoit l'amélioration des services de planification de la famille. Le gouvernement a annoncé aussi qu'il comptait déposer devant le Parlement un projet de loi sur l'avortement. Ce projet de loi est un des éléments d'une politique générale de la famille. En Nouvelle-Zélande, le gouvernement a élargi ces dernières années le rôle des fonctionnaires du Département de la santé : d'abord éducatif, ce rôle comprend désormais la participation active aux travaux des centres de consultation relevant de l'Association pour la planification de la famille (E/CN.4/1155/Add.21, 20 et 25).

F. Droit à l'éducation

1) Droit à l'enseignement primaire gratuit

34. En Italie, la loi No 477 de 1973 confère au gouvernement le pouvoir de publier des décrets sur la restructuration du système scolaire. L'Italie signale une forte augmentation des effectifs des écoles primaires gratuites. En Norvège, une loi sur l'école de base est entrée en vigueur le 1er juillet 1971. A cette date, la durée de la fréquentation scolaire obligatoire a été portée à neuf ans. En outre, le Gouvernement norvégien compte prendre des dispositions particulières pour les enfants handicapés. Au Ghana, on signale le programme de développement accéléré et la loi de 1961 sur l'enseignement. Les Antilles néerlandaises communiquent que l'enseignement primaire dans le pays est gratuit, et la Nouvelle-Zélande fait savoir que les enfants de 5 à 15 ans bénéficient de l'enseignement gratuit, sans aucune discrimination. La loi de 1964 sur l'enseignement prévoit l'enseignement laïque gratuit dans les écoles de l'Etat et les écoles secondaires pour les élèves de 5 à 19 ans et l'enseignement obligatoire pour tous les enfants de 6 à 15 ans (E/CN.4/1155/Add.24, 20, 17, 18 et 25).

2) Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite

35. En Italie, la loi No 910 de 1969 facilite l'accès des étudiants à l'enseignement supérieur en fonction du mérite. La loi No 754 de 1969 prévoit en outre la création de cours spéciaux visant à améliorer la culture générale des étudiants. En vertu d'une loi norvégienne du 19 juin 1969 intitulée "Soutien financier aux jeunes qui poursuivent des études supérieures", l'Etat consent une aide économique aux étudiants. Aux Antilles néerlandaises, deux projets d'ordonnances régissant l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire ont été déposés devant le Parlement au cours de la période considérée aux fins de la réforme de l'enseignement. Un autre projet d'ordonnance vise à améliorer les installations de l'Université des Antilles néerlandaises. En Thaïlande des mesures ont été adoptées en vue de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur. La loi de 1971 sur l'Université Ramkhamhaeng a créé une université ouverte notamment à tous les étudiants qui ne peuvent entrer dans d'autres universités. La Thaïlande mentionne aussi l'aide qu'elle reçoit de l'UNESCO et du PNUD pour augmenter le nombre de ses établissements d'enseignement. Au Ghana, le Programme de scolarisation plus poussée est entré en application en 1969 et le gouvernement signale qu'on a élargi l'accès aux établissements d'enseignement, sans discrimination. Les Antilles néerlandaises mentionnent également l'égalité d'accès à l'enseignement, en fonction du mérite, et la Nouvelle-Zélande indique qu'elle applique elle aussi ce droit de l'homme de la même manière. Selon le rapport de la Nouvelle-Zélande, la suppression des examens de connaissances a supprimé à cet égard le dernier obstacle (E/CN.4/1155/Add.24, 20, 18, 23, 17 et 25).

3) Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

36. Aux Antilles néerlandaises, les parents sont libres de choisir le type d'enseignement qu'ils jugent le meilleur pour leurs enfants. La Nouvelle-Zélande signale aussi que ce droit des parents est pleinement respecté. En vertu de la loi de 1964 sur l'enseignement, les parents peuvent aussi inscrire leurs enfants dans des écoles privées (E/CN.4/1155/Add.18 et 25).

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1) Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

37. Au Danemark, diverses lois adoptées par le Parlement ont étendu l'exercice de ce droit. Les plus importantes sont les suivantes : la loi No 275 du 18 juin 1969 sur la Fondation nationale pour les arts ; la loi No 314 de 1969 sur la conservation de la nature ; la loi No 241 de 1970 sur les théâtres ; la loi No 256 de 1972 sur les films et les cinémas, et la loi No 421 de 1973 sur la radiodiffusion et la télévision. Dans le cas de la Nouvelle-Zélande, le rapport indique qu'il va de soi que chacun a le droit de participer librement à toutes les activités de la vie culturelle. En 1969, la loi néo-zélandaise sur les relations interraciales a encore renforcé la protection de ce droit, et la Nouvelle-Zélande signale qu'elle applique délibérément une politique de sauvegarde de son héritage culturel d'origine à la fois européenne, polynésienne et asiatique. En Norvège, ce droit de la personne humaine est respecté aussi et

une loi du 18 juin 1971 assure la promotion des activités culturelles par la voie d'un système national de bibliothèques. Des fonds publics sont affectés aussi à l'installation de bibliothèques pour les aveugles. La Thaïlande signale la notification du Conseil exécutif national, de 1972, qui vise à empêcher les fouilles illégales destructrices du patrimoine national. Une Notification analogue de 1972 (No 308) modifie certains articles de la loi de 1961 sur les lieux historiques, les antiquités, les objets et documents artistiques et les musées nationaux : elle a pour objet de mieux assurer la protection du patrimoine culturelle du pays. Au Ghana, il est signalé que depuis 1972 on **organise** des festivals artistiques régionaux et nationaux et que le Ministère de l'éducation encourage l'enseignement des langues vernaculaires dans les écoles. L'Italie signale comme un fait nouveau important que **des responsabilités touchant les musées et les bibliothèques ont été confiées à certaines des régions** auxquelles le statut ordinaire s'applique. L'Italie signale en outre que le droit de participer librement à la vie culturelle, qui est celui de tout citoyen italien, ne fait l'objet d'aucune restriction (E/CN.4/1155/Add.21, 25, 23, 17 et 24).

2) Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

38. Au Danemark, les lois Nos 174 et 175, du 21 mars 1973, portant modification de la loi sur la propriété littéraire et artistique et de la loi sur la propriété photographique respectivement contiennent des dispositions relatives à la ratification de la Convention de Berne, révisée à Paris le 24 juin 1971, et sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques. La Norvège signale que la loi du 17 avril 1970 sur les droits des auteurs d'inventions dans les entreprises protège les personnes qui ont fait des inventions lorsqu'elles étaient au service d'un employeur. Toutefois la loi apporte certaines restrictions à ce principe. Par exemple, l'employé est tenu dans certains cas de mettre son invention à la disposition de son employeur moyennant rémunération. La Nouvelle-Zélande signale que les mesures législatives en vigueur assurent la protection des droits nés de la création d'oeuvres scientifiques, littéraires ou artistiques (E/CN.4/1155/Add.21, 20 et 25).

IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes, sans distinction aucune notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation

39. Le Guatemala fait état de sa réglementation relative à l'application des conventions internationales du Travail No 58, 79, 81, 90 et 112. En Nouvelle-Zélande, les mesures législatives pertinentes sont la loi de 1969 sur la condition de l'enfant et la loi de 1971 sur les relations interraciales. La première de ces lois a supprimé dans la législation néo-zélandaise, le terme "enfant illégitime", la deuxième continue d'assurer à tous l'égalité des chances sans discrimination. On a créé aussi en Nouvelle-Zélande le poste de conciliateur pour les relations interraciales : ce conciliateur est chargé d'enquêter sur d'éventuelles pratiques discriminatoires. La Thaïlande de son côté signale que les droits économiques, sociaux et culturels font l'objet de cours spéciaux dans les écoles et dans les universités et sont également traités par les moyens de grande information (E/CN.4/1155/Add.22, 25 et 23).

V. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus, et méthodes et mesures adoptées pour surmonter ces difficultés

40. La Nouvelle-Zélande mentionne l'adoption en 1973 de la Domestic Purposes Act. En 1969, la Commission royale de la sécurité sociale avait examiné la situation de petits groupes de personnes socialement et économiquement défavorisées. C'est de ses conclusions qu'est issue la loi. La Nouvelle-Zélande signale aussi, par exemple, que les femmes maori ont généralement leurs enfants plus tôt que les européennes. Cette tendance, conjuguée avec les contraintes de l'urbanisation, a suscité des inquiétudes, en raison de l'immaturité physique et affective de ces femmes. La Nouvelle-Zélande attache donc beaucoup d'importance aux services de puériculture, afin de faciliter davantage aux femmes le choix de leur rôle dans la société. La Nouvelle-Zélande signale en outre que la difficulté à laquelle on se heurte le plus souvent n'est pas de savoir comment éviter les abus en ce qui concerne les droits de l'homme, mais bien comment faire prendre mieux conscience aux citoyens de leurs droits et comment leur faire mieux connaître les nombreux moyens par lesquels ils peuvent les exercer.

41. Les difficultés que la Thaïlande signale à ce sujet concernent principalement la menace que constitue le terrorisme politique. La lutte contre la subversion sociale provoquée par ce terrorisme a entraîné des dépenses publiques et, si elles avaient pu être évitées, les ressources ainsi utilisées auraient été consacrées au développement économique, social et culturel (E/CN.4/1155/Add.25 et 23).